

SIDE EVENT - 2^{de} CONFERENCE DES NATIONS UNIES SUR LES PAYS ENCLAVES

Vienne, Autriche – 4 Novembre 2014 (8.15 - 9.45)

Vienna International Centre – Room M6

Synthèse

Le 4 novembre 2014, au cours de la 2^e conférence des Nations Unies sur les pays enclavés, la Ferdi et l'ITC ont organisé un « side event » sur le thème « *Aide au commerce et intégration régionale comme moyens d'accélérer le développement des pays enclavés* ». En effet, la Ferdi et l'ITC partagent la conviction que l'aide au commerce et l'intégration régionale sont deux instruments essentiels et complémentaires pour s'attaquer aux handicaps structurels et spécifiques des pays en développement sans littoral (SIDs).

Introduite et modérée par Patrick Guillaumont, Président de la Ferdi, cette session a pris comme point de départ l'évaluation des besoins spécifiques d'intégration régionale dans les pays enclavés et a fait valoir les gains d'une promotion conjointe de l'intégration régionale et des infrastructures pour ces pays, en s'appuyant sur les recherches de la Ferdi¹ et de l'ITC sur :

- Les gains attendus d'un renforcement de l'intégration régionale et la mise au point d'un indice des besoins d'intégration
- Les résultats de l'aide au commerce et la proposition de voie à suivre

Dans la présentation de l'ouvrage co-dirigé par lui-même et Olivier Cadot « *Aid for trade, What have we Learnt? Which way ahead?* », Jaime de Melo, Directeur scientifique de la Ferdi a souligné le frein que représente le coût des échanges sur le niveau des échanges, l'investissement en infrastructures et in fine sur le développement. D'où la justification que l'aide au commerce soit consacrée à la baisse du coût de ces échanges.

Cette analyse a été appuyée par les représentants des pays enclavés qui ont honoré de leur présence la conférence.

Points de vue des pays enclavés

La Ferdi et l'ITC ont accueilli en tant qu'intervenants Valentine Rugwabiza, Ministre pour la Communauté Afrique de l'Est au Rwanda, Mamadou Hachim Koumaré, Ministre de l'Équipement, des Transports et du Désenclavement du Mali et Saley Saidou, Ministre des Transports du Niger.

¹ Revue de littérature Ferdi :

- Guillaumont, P., Guillaumont Jeanneney, S. "An indicator of the need of regional integration" *Ferdi Note brève* B106, octobre 2014
- Guillaumont, P. "A necessary small revision to the EVI to make it more balanced and equitable" *Ferdi, Note brève* B98, juillet 2014
- Brenton, P., O. Cadot, I. Gillson, J. de Melo, Newfarmer R. *Aid for Trade: What have we learnt? Which way ahead?* de Melo, J, et Cadot, O. edit., CEPR-Ferdi, mai 2014
- de Melo, J. et Y. Tsikata "Regional integration in Africa: Challenges and prospects" *Ferdi Document de travail* P93, février 2014
- Guillaumont, P. et S. Guillaumont Jeanneney "Pour un instrument d'appui prioritaire à l'intégration régionale en Afrique mis en oeuvre par la Banque africaine de développement" *Ferdi, document de travail* P83, janvier 2014
- Vijil, M. "Aid for Trade Effectiveness: Complementarities with Economic Integration" *Ferdi, document de travail* P76, juillet 2013
- *Intégration régionale pour le développement en Zone franc* sous la direction de A.-M. Geourjon, S. Guérouneau, P. Guillaumont, et S. Guillaumont Jeanneney. Paris 2013 : Economica

Tous ont souligné l'importance de faire baisser les coûts des échanges, résultant des coûts de transport et des frais commerciaux, afin de créer de la valeur ajoutée, de favoriser la croissance du secteur privé et le développement. En cela, l'aide au commerce et l'intégration régionale sont indispensables et complémentaires. L'objectif est de favoriser l'investissement dans les infrastructures, d'élargir les marchés, de bénéficier d'économies d'échelles et donc de favoriser le pouvoir de négociation international. Des exemples de réussite ont été cités, tel celui du Rwanda, où l'investissement dans le renforcement des capacités commerciales a permis de rendre les échanges compétitifs, et a fait du pays le 3^e pays du continent africain pour la facilité de faire du commerce.

Mamadou Hachim Koumaré, Ministre du Mali, a également souligné l'importance de diversifier les couloirs de transit et de créer des conditions spécifiques et favorables à l'installation du secteur privé et Saley Saidou, le Ministre du Niger de citer le nombre substantiel des actions réalisées ou en cours résultant de l'initiative de l'aide pour le commerce visant le renforcement des capacités productives et la construction d'infrastructures liées au transport. Toutefois, l'approche régionale doit être mieux intégrée dans les politiques d'aide, en particulier pour les pays enclavés.

Points de vue des institutions internationales.

Gyan Acharya, Secrétaire général adjoint et Haut-Représentant pour les PMA, les pays en développement sans littoral et les petits États insulaires en développement aux Nations Unies, Dorothy Tembo, Directrice exécutive adjointe de l'ITC, Steve Kayizzi-Mugerwa, Economiste en Chef et Vice-Président par intérim à la BAD, Bernardo Calzadilla-Sarmiento, Directeur de l'Unité renforcement des capacités commerciales de l'ONUDI et Raul Torres, Conseiller à la Division du développement de l'OMC sont intervenus.

La communauté internationale reconnaît que si le commerce est un des moyens de lutte contre la pauvreté il n'est cependant pas un automatisme. Les pays enclavés font face à des contraintes en termes de capacité d'investissement et à la nécessité de coopérer avec les pays de transit. Ainsi, l'investissement dans les infrastructures serait incomplet sans la prise en compte de la nécessité d'une intégration régionale et d'une synergie régionale. La logistique, les politiques douanières, l'approvisionnement, sont autant d'éléments qui doivent faire l'objet d'une approche régionale. Sont notamment cités en exemple les accords TFA (accords de facilitation des échanges). Toutefois, ces accords profitent essentiellement aux produits pétroliers et minerais et des efforts de partenariats doivent être réalisés sur les produits agricoles.

Deux interventions venant de la salle ont particulièrement contribué à enrichir le débat, celle de Ratnakar Adhikari, Directeur exécutif du Cadre intégré renforcé à l'OMC, qui a appuyé la proposition de la Ferdi d'établir le diagnostic du Cadre intégré à l'échelle régionale, et celle de Kalilou Traoré, Commissaire en Charge de l'industrie et de la promotion du secteur Privé à la CEDEAO, qui a défendu l'idée d'une approche régionale mieux intégrée dans les politiques d'aide.

Conclusion

En conclusion, le débat a renforcé l'idée que l'aide au commerce et la coopération régionale sont importantes et complémentaires pour les pays enclavés. Pour cela il y a un besoin de diagnostic régional et un besoin de renforcement de la capacité au commerce, qui n'est pas seulement une question d'investissement dans les infrastructures mais également une question de baisse des délais et des frais commerciaux. Ce développement du commerce et des échanges est garant d'une diminution de la pauvreté des pays enclavés.